

## 17.11.2014 Congrès du Scottish National Party

Un parti en plein essor, et une Ecosse plus forte

85.884 : le chiffre s'affiche sur l'écran géant derrière la scène du Palais des Congrès de Perth, beaucoup trop petit cette année pour accueillir la foule des délégués désignés par les différentes sections du SNP et venus de partout en Ecosse.

Ce chiffre est celui du nombre des adhérents enregistrés par les ordinateurs du parti au moment où commence le meeting final, celui du discours de clôture de sa nouvelle leader, Nicola Sturgeon, qui vient d'être élue pour succéder à Alex Salmond. Il y a un an à peine, ils étaient 18.000, et les militants s'étaient fixé, dans le volontarisme qui est de règle dans de telles circonstances, un objectif de 30.000 au bout de douze mois. Ils sont trois fois plus.

Multiplication par cinq des adhérents en un an, presque le triple de l'objectif affiché : ces chiffres sont tellement forts qu'ils attestent d'une véritable révolution politique en Ecosse. La dynamique créée par le referendum du 18 septembre est tout simplement colossale malgré la victoire du « no ». Le SNP est désormais sans rival crédible pour exercer le leadership politique à Edinburgh, et il se positionne même comme un parti-clef pour la future majorité au pouvoir à Londres lors des élections générales qui auront lieu en mai prochain.

Ces élections législatives ont été proclamées par le Congrès comme le challenge principal du SNP pour 2015. Objectif affiché : obtenir la majorité absolue parmi les députés que l'Ecosse envoie à Westminster, au moins 30 sur 59, et former, avec l'appui des députés gallois du Plaid Cymru, un groupe charnière capable de faire – et donc de défaire !- la majorité politique à Londres. Tout ça bien sûr pour prendre fermement la main sur la réforme promise par les dirigeants britanniques pour assurer la victoire du non au referendum.

Car les promesses ont été bon train pour arracher la victoire du « no » le 18 septembre dernier. Imaginez qu'en France, François Hollande, Nicolas Sarkozy et François Bayrou co-signent une même lettre publiée à la une de tous les principaux quotidiens pour officialiser les promesses d'autonomie faites aux Corses ! C'est exactement ce que les trois principaux chefs de partis politiques en Grande Bretagne ont fait, David Cameron pour les conservateurs, Ed Miliband pour les travaillistes et Nick Clegg pour les libéraux, par une lettre publiée en une par tous les quotidiens écossais 48 heures avant le vote. Jamais l'Ecosse n'avait été en telle position de force pour négocier de nouvelles compétences, notamment la compétence fiscale.

Alex Salmond a décidé de passer le flambeau du parti et du gouvernement autonome à Nicola Sturgeon, annonçant sa candidature aux législatives de juin prochain pour prendre la tête d'un groupe SNP dont les sondages annoncent qu'il passerait de 6 à 52 députés, et pour conduire les négociations au nom de son parti. Et, comme il l'a annoncé, si les propositions ne sont pas à la hauteur des promesses, le processus référendaire reprendra aussitôt.

La montée du sentiment indépendantiste a été exponentielle tout au long de la campagne, elle s'est accélérée dans les dernières semaines avant le scrutin, et, paradoxalement, elle s'amplifie encore alors que le non l'a emporté. Elle donne au SNP l'euphorie de la victoire, comme si le oui avait gagné. L'objectif de trente députés apparaît déjà dépassé quand les premiers sondages en prédisent 52 !

Le Parti Travailliste (Labour), qui compte actuellement presque cinquante députés, dont le SNP envisage tout simplement d'en récupérer l'essentiel des sièges, est donc dans le collimateur de la direction du parti nationaliste écossais. Localement il faut les « plumer » : Nicola Sturgeon enfonce le clou en annonçant un nouvel infléchissement social du gouvernement écossais dont elle va prendre la charge dans une semaine. La priorité sera mise sur le système de santé et la lutte contre la pauvreté pour lesquels elle annonce de nouveaux efforts budgétaires. Les familles bénéficieront d'un soutien renforcé pour la garde des enfants en bas âge avec le doublement en cinq ans des prestations actuelles. Le SNP veut que l'Ecosse soit la contre-référence de la Grande Bretagne en matière de politique sociale, et qu'elle incarne le rejet de la politique d'austérité de David Cameron.

Au niveau du gouvernement de Londres, le Congrès du SNP s'est déclaré prêt « à faire battre Cameron », et donc à soutenir les travaillistes à Londres pour la prise du pouvoir. Le discours de Nicola Sturgeon est simple et terriblement efficace pour attirer les électeurs du Labour qui lorgnent vers les idées indépendantistes : les députés SNP donneront leurs voix au candidat travailliste à Londres, donc inutile de voter pour eux en Ecosse pour battre Cameron et la droite au pouvoir. En juin 2015, le SNP, en alliance avec Plaid Cymru, disposera ainsi de nouvelles cartes maîtresses pour faire reconnaître les droits du peuple écossais.

L'ALE, dont le SNP est un des membres essentiels, a eu toute sa place lors du Congrès de Perth. Le Plaid Cymru, le parti frère du Pays de Galles, a été pleinement associé aux débats et à la médiatisation et sa secrétaire nationale, Leanne Wood, plusieurs fois ovationnée par les militants. Les stratégies du SNP et de Plaid Cymru seront communes dans les mois à venir, et ce sera une avancée réelle dans la coopération

entre les partis de l'ALE en Grande Bretagne.

En marge du Congrès, un des principaux « fringe meetings », meetings tenus « en marge », était consacré à l'ALE avec moi-même pour la Corse et comme président du parti européen, Lorena Lopez de Lacalle du Pays Basque, trésorière, et Jordi Solé, dirigeant d'ERC en Catalogne, secrétaire général.

Ce meeting a été un succès. Intercalé pendant l'interruption de séance précédent l'événement principal du Congrès, le discours de clôture de Nicola Sturgeon, il a rassemblé 250 délégués et renforcé, sous la présidence de Ian Hudghton, député européen, Président du parti, et de Fiona Hyslop, ministre de la Culture et des relations internationales du gouvernement écossais, la visibilité de l'ALE sur la scène politique écossaise. Les débats ont bien sûr porté sur la Catalogne, dont les militants écossais suivent les événements de près. La concomitance des deux démarches d'autodétermination font que les deux processus se font écho et résonnent d'autant plus fort au niveau européen. Cette internationalisation est indispensable pour maintenir un bon niveau de pression sur le gouvernement britannique et aider les Ecossais dans leur quête d'une indépendance en Europe.

Car le débat porté par les Ecossais et les Catalans, suivi de près et soutenu par les quarante partis membres de l'ALE, doit rebondir sur la scène européenne, devant le Parlement, face à la nouvelle Commission européenne et dans toute la presse européenne et hors d'Europe. Ecosse et Catalogne ne posent pas seulement un problème de démocratie en Royaume Uni et en Espagne. Toute l'Europe est concernée, et toute l'Europe doit accepter les droits démocratiques des peuples, à commencer par le droit à l'autodétermination.

Le Congrès de Perth est donc un pas important pour aller vers de nouvelles initiatives que l'ALE prendra prochainement au niveau européen.